

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR

Tenue d'une conférence internationale pendant l'Année internationale de la femme : question du changement du lieu de réunion de la Conférence (E/L.1615, annexe)

53. Le **PRESIDENT** dit que, en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil décide d'accepter avec gratitude l'invitation du Gouvernement mexicain d'ac-

cueillir la Conférence (voir E/L.1615, annexe) — qui se tiendra du 23 juin au 4 juillet 1975 — pendant l'Année internationale de la femme.

La décision est adoptée [décision 58 (LVII)].

54. **M. BARCELO** (Mexique) assure le Conseil que le Gouvernement mexicain fera de son mieux pour assurer le succès de la conférence.

La séance est levée à 17 heures.

1927^e séance

Mardi 26 novembre 1974, à 10 h 50.

Président : M. Aarno KARHILO (Finlande).

E/SR.1927

Hommage à la mémoire d'U Thant, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

1. Le **PRESIDENT** tient à rendre hommage, au nom des membres du Conseil, à la mémoire de l'ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Il rappelle les efforts inlassables déployés par U Thant pour que l'Organisation atteigne ses objectifs dans les domaines économique et social. L'ancien Secrétaire général attachait beaucoup d'importance aux questions humanitaires et à celles qui touchent aux droits de l'homme, mais il avait également su sensibiliser l'Organisation aux problèmes du développement. Il était en effet convaincu que le développement économique doit faire partie intégrante de la coopération internationale et que le bien-être économique et social de l'humanité doit être la responsabilité commune de tous les Etats Membres.

2. **M. DE SEYNES** (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) tient à exprimer la tristesse que les fonctionnaires du Secrétariat et lui-même ont ressentie à l'annonce du décès d'U Thant.

3. L'arrivée de ce citoyen du tiers monde au poste suprême de l'ONU représentait en elle-même un événement et a influé sur l'évolution de la réflexion et de la prise de conscience au sein de cette Organisation. L'ancien Secrétaire général avait su renforcer encore l'engagement que tous les membres du Secrétariat avaient pris à l'égard du tiers monde. Le rayonnement que dégageait sa personne, sa bonté naturelle et sa confiance dans le destin de l'humanité n'ont laissé personne insensible et ils ont constitué pour tous une source constante d'enrichissement.

Sur l'invitation du Président, les membres du Conseil observent une minute de silence en hommage à la mémoire d'U Thant, ancien Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

POINT 4 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Fonds monétaire international (E/5584)

4. **M. WITTEVEEN** (Directeur général du Fonds monétaire international) présentant le rapport annuel du Fonds (FMI), déclare que, depuis sa dernière intervention devant le Conseil l'année précédente, à la

reprise de la cinquante-cinquième session (1883^e séance), la situation économique internationale a subi de profonds bouleversements. L'inflation maintient partout son rythme rapide, des signes de récession commencent à se faire jour dans certains grands pays et des déséquilibres massifs sont apparus dans les paiements internationaux. Jamais depuis leur création, les institutions économiques internationales n'ont eu à faire face à un ensemble de problèmes aussi complexes et aussi graves.

5. En raison du caractère international de ces difficultés, chaque Etat doit appliquer, de façon énergique et continue, des mesures correctives, en tenant compte des répercussions qu'elles pourront avoir sur les autres. L'interdépendance économique exige plus que jamais que les politiques nationales contribuent à une solution à l'échelle mondiale et que le poids de l'ajustement aux nouvelles circonstances, qui échoit à chaque nation, soit en rapport avec sa puissance économique. Nul n'ignore qu'un grand nombre des pays en voie de développement le plus sévèrement touchés par les événements récents n'ont pas une assise économique suffisamment solide pour pouvoir effectuer à eux seuls ces ajustements sans engendrer les conséquences les plus graves sur le plan économique et humain.

6. Lors de leur assemblée annuelle, les Gouverneurs du FMI ont unanimement reconnu que la nécessité d'une coopération internationale, tant pour harmoniser les politiques nationales que pour remédier aux situations les plus graves, n'a jamais été plus impérieuse. Par des consultations étroites avec les pays membres et par son mécanisme de financement des déficits de balance des paiements, le Fonds déploie des efforts accrus pour encourager l'adoption de politiques nationales propres à apporter une solution aux problèmes mondiaux qui se posent à tous et il s'attache tout particulièrement à faciliter le transfert de ressources réelles à ses membres les plus faibles sur le plan économique.

7. Dans l'accomplissement de sa tâche, le FMI bénéficiera désormais du concours de deux nouveaux comités — le Comité intérimaire du Conseil des Gouverneurs du Fonds sur le système monétaire international et le Comité ministériel conjoint des Conseils des Gouverneurs du Fonds et de la Banque mondiale sur le transfert de ressources réelles aux pays en voie de développement, communément appelé Comité du développement. Fait très important, les membres de ces

comités sont désignés par les pays ou groupes de pays qui nomment ou élisent un administrateur, de sorte que presque tous les pays membres — développés ou en voie de développement — y sont représentés.

8. Les travaux du Comité du développement devraient aider le FMI, la Banque mondiale et la communauté internationale en général à traiter avec plus d'efficacité, tant à court terme qu'à long terme, certains des problèmes des pays en voie de développement. A leur première réunion, les membres du Comité ont décidé de centrer leurs travaux dans l'immédiat sur l'analyse de la situation des pays en voie de développement les plus gravement touchés et des pays les moins développés ainsi que sur l'examen des mesures d'ajustement qu'appellent les nouvelles perspectives internationales relatives aux cours des produits de base. Le Fonds fera tout son possible pour assurer que M. Henri Konan Bédié, président du Comité, et M. Henry J. Costanzo, son secrétaire exécutif, reçoivent l'appui qui leur est nécessaire pour mener à bien cette tâche importante.

9. Le Comité intérimaire, qui doit devenir un Conseil permanent par voie d'amendement des Statuts du FMI, sera chargé d'assister le Conseil des gouverneurs auquel il soumettra des rapports et des avis sur les questions relatives à la gestion et à l'adaptation du système monétaire international. Il constituera dans la structure du Fonds un nouveau forum où les responsables des politiques financières nationales pourront mieux faire valoir les vues politiques des pays membres qu'ils représentent sur les problèmes qui sont au centre des préoccupations du Fonds. Lors de sa première réunion, qui s'est tenue au début d'octobre, le Comité s'est fixé un programme de travail qui reflète d'assez près les problèmes retenant actuellement l'attention des pays membres du Fonds. A propos de la question du recyclage, le Comité a demandé aux administrateurs du Fonds d'examiner d'urgence les dispositions financières publiques et privées existantes, afin de voir si elles sont suffisantes, et de lui soumettre un rapport, assorti de propositions concrètes, sur le besoin éventuel de mesures supplémentaires et notamment d'un élargissement des mécanismes de financement du Fonds. Le Comité a également affirmé son intention d'examiner, au rang des priorités, le processus d'ajustement, les quotes-parts des pays membres ainsi que les amendements aux Statuts du Fonds, et notamment ceux qui ont trait à l'or et au lien entre l'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS) et l'aide au développement.

10. A l'Assemblée annuelle du Fonds, au début d'octobre 1974, il a été généralement admis que, même abstraction faite du déséquilibre massif des paiements internationaux, l'économie mondiale se trouvait dans une passe très difficile et très grave. Depuis lors, les faits n'ont cessé de confirmer ces vues pessimistes sur la situation. Le taux d'inflation demeure très élevé et le niveau réel d'activité manifeste une tendance beaucoup plus défavorable qu'on ne le prévoyait généralement il y a quelques mois.

11. Les débats de l'Assemblée annuelle ont mis en évidence l'inquiétude générale que suscite l'inflation dans les pays membres. Ceux-ci considèrent que les taux actuels de hausse des prix sont intolérables et qu'il faut à tout prix les réduire, sous peine de mettre en péril le bien-être collectif. En outre, les taux de croissance des principaux pays industriels étant actuellement faibles ou négatifs, les programmes de lutte contre l'inflation posent un problème délicat : ils doivent chercher à réaliser des progrès appréciables sur le front

des prix sans risquer d'entraîner l'économie dans une récession grave. La tâche que doivent accomplir les autorités nationales, qui relève de l'art du funambule, est encore rendue plus difficile par l'instabilité économique qu'entraînent des déficits d'une ampleur sans précédent dans les paiements courants des pays importateurs de pétrole.

12. Il semble que la plupart des gouvernements envisagent des politiques conformes aux orientations suggérées dans le rapport annuel du Fonds. Ils seraient généralement disposés à accepter des taux de croissance inférieurs à la normale pendant une période de "refroidissement" prolongée afin de réduire les pressions inflationnistes et de briser la psychologie inflationniste actuelle. Ils sont prêts à encourir les risques qu'implique une telle ligne d'action mais se refusent à payer d'une grave récession et d'un chômage massif une réduction de l'inflation. Afin d'éviter l'instauration de conditions aussi inacceptables, les autorités nationales devront suivre de très près et avec une grande attention l'évolution de la situation économique, et être prêtes à adapter leurs politiques dès que cela semblera souhaitable, en tenant compte à la fois des retards dans l'entrée en vigueur effective des mesures décidées et de l'interdépendance des économies nationales. De surcroît, chaque fois que des politiques de levée des restrictions ou de relance sembleront clairement indiquées, il sera extrêmement important d'éviter une réaction excessive, car le recours à des mesures fortement expansionnistes du genre de celles qui ont souvent été adoptées dans le passé pourrait aisément faire revivre ou intensifier des pressions et un état d'esprit inflationnistes. En ce qui concerne spécialement l'interdépendance des politiques des différents pays, des consultations conduites par le Fonds pourraient revêtir une grande importance dans la situation présente. D'ailleurs, les services du Fonds procèdent actuellement à des consultations spéciales avec un certain nombre de pays membres, ce qui les aidera à préparer une analyse des perspectives de l'économie mondiale, qu'ils soumettront ensuite à l'examen du Comité intérimaire.

13. S'agissant des questions d'ajustement et de financement liées aux paiements internationaux, il est estimé dans le rapport annuel que l'excédent de la balance des paiements courants des principaux pays exportateurs de pétrole atteindrait peut-être 65 milliards de dollars en 1974, soit quelque 60 milliards de plus qu'en 1973. Cette estimation a été faite il y a quelques mois, mais les chiffres plus récents dont on dispose sur les prix et le volume des exportations de pétrole ne permettent pas de la modifier sensiblement. On sait très bien à présent pourquoi l'incidence du renchérissement du pétrole sur les paiements internationaux a été si radicale : dans le commerce international, le pétrole vient de loin en tête de tous les produits par la valeur des échanges ; à court terme, la demande de pétrole et l'offre d'autres sources d'énergie présentent une faible élasticité ; enfin, le surcroît prévu de revenus pétroliers et, partant, de recettes d'exportation étant concentré dans un petit nombre de pays dont la population est très faible, il ne saurait être compensé dans l'immédiat par une augmentation parallèle des dépenses d'importation.

14. Dans ces circonstances, une double responsabilité échoit au FMI et, plus généralement, à l'ensemble de la communauté internationale. D'une part, il faut distinguer les mesures susceptibles de contribuer à l'établissement d'un système mondial d'ajustement satisfaisant de celles qui ne le sont pas. D'autre part, les pays membres devraient être à même de financer leurs

déficits à court terme. En effet, il serait extrêmement dangereux que l'ensemble des pays importateurs de pétrole éliminent trop rapidement leur déficit global né du renchérissement du pétrole en recourant à une politique exagérément déflationniste au niveau de la demande, à des restrictions aux échanges et aux paiements ou à une dépréciation généralisée des taux de change. De telles mesures ne feraient que reporter les problèmes de paiements d'un pays sur un autre et pourraient être préjudiciables aux échanges internationaux et à l'activité économique mondiale. Heureusement, cette optique était déjà largement partagée à la réunion tenue à Rome en janvier 1974 par le Comité des Vingt. Par la suite, ce dernier a inclus dans le programme d'action immédiate, qu'il a adopté en juin, une déclaration par laquelle les pays signataires s'engagent à ne pas introduire et à ne pas intensifier de leur propre autorité des mesures en matière d'échanges ou d'opérations courantes, destinées à redresser leur balance des paiements, sans que le Fonds ait constaté au préalable que la situation de cette dernière justifie ces mesures. Jusqu'à présent, 12 pays, représentent environ 40 p. 100 du total des votes des pays membres du Fonds, ont souscrit à cet engagement. Tout en rappelant la nature volontaire de cette déclaration, le Directeur général invite d'autres pays membres à suivre cet exemple.

15. Au cours de l'année 1974, les marchés financiers privés ont joué le rôle principal dans l'absorption des mouvements de capitaux que provoquent les excédents des pays exportateurs de pétrole et les déficits correspondants des pays importateurs de pétrole. Les pays exportateurs de pétrole ont aussi contribué à ce financement, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un certain nombre d'institutions existantes ou nouvellement créées à cette fin. Ils ont souscrit d'importants engagements au titre de l'assistance économique aux pays en voie de développement. On comprend cependant que, pour une large part de ces engagements, le rythme des sorties de fonds ait été lent; s'il est probable que les décaissements augmenteront avec le temps, il ne faut pas s'attendre qu'ils représentent à brève échéance une forte proportion des engagements. Le Conseil n'ignore pas que le FMI lui-même, suivant en cela les conclusions de la réunion de Rome, a créé un mécanisme pétrolier spécial pour aider les pays membres à faire face à la détérioration de la situation de leurs paiements. A cette fin, le Fonds a pris des dispositions pour emprunter environ 3 milliards de DTS à plusieurs pays, exportateurs ou non de pétrole. Dans le cadre de ce mécanisme, le Fonds a accordé à ce jour une assistance financière totale de 1,1 milliard de DTS à 29 pays, et il est à prévoir que ces chiffres seront considérablement augmentés au cours des semaines à venir.

16. D'une manière générale, on peut dire que ces dispositions ont jusqu'à présent permis à ces pays d'éviter le recours à une politique fortement déflationniste et à des dépréciations concurrentielles des taux de change. Si, au cours de l'année, certains pays ont eu tendance à renforcer leurs restrictions aux échanges et aux paiements, de telles mesures ont été de portée limitée et il faut espérer qu'elles le resteront. Il n'est pas douteux que, pour de nombreux pays, le mécanisme pétrolier a été, surtout dans la seconde partie de l'année, un des facteurs déterminants qui leur ont permis d'éviter des restrictions ou un ajustement trop rude.

17. Si l'on se tourne vers l'avenir, il semble clair que les ajustements qu'appelle le renchérissement du pétrole nécessiteront des années. La conservation de l'énergie, l'ajustement des structures de la production et de la

consommation et la mise au point de sources d'énergie de remplacement prendront aussi du temps. L'accroissement de la demande d'importations des pays exportateurs de pétrole se fera sentir, lui aussi, assez lentement. Pour toutes ces raisons, les pays doivent amorcer le processus d'ajustement dès que possible, en adoptant des politiques appropriées et en les poursuivant de façon systématique.

18. De graves problèmes vont donc se poser dans l'avenir immédiat. Selon les informations dont on dispose actuellement, on peut prévoir qu'en 1975, malgré une nouvelle progression substantielle des importations des pays exportateurs de pétrole et un accroissement possible de leur aide extérieure et de leurs investissements à l'étranger, ces pays accumuleront un excédent de base du même ordre de grandeur qu'en 1974. Du même coup, les pays importateurs de pétrole, pris dans leur ensemble, enregistreraient un déficit de base du même ordre.

19. Il est difficile de prévoir dans quelle mesure les marchés financiers privés pourront continuer en 1975 de jouer leur rôle nécessaire d'intermédiaire entre les pays excédentaires et les pays déficitaires. Cependant, il est généralement admis qu'il ne faut pas s'attendre qu'il soit relativement aussi important qu'en 1974. En fait, selon les indications dont on dispose, les ressources fournies par ces marchés ont fortement baissé au cours des derniers mois. L'expansion de l'activité des banques, qui a été considérable à la suite de la hausse des prix du pétrole, se heurte à présent à certaines limites. Dans cette situation, rien ne garantit que les fonds se répartiront nécessairement entre les différents pays déficitaires proportionnellement à leurs besoins.

20. De toutes ces considérations, il ressort que le besoin de recyclage par les circuits publics sera plus grand en 1975. C'est là une conclusion qui maintenant est largement admise. Plusieurs circuits sont envisagés. Des accords de prêts bilatéraux avec des pays producteurs de pétrole ont déjà été conclus. La Communauté économique européenne a décidé d'établir un système de prêts pour le Marché commun. Les Administrateurs du Fonds examinent actuellement les formes sous lesquelles le mécanisme pétrolier du Fonds pourrait le mieux fonctionner en 1975.

21. Comme on ignore, à maints égards, ce que sera en 1975 le volume des capitaux qui pourront être canalisés par d'autres circuits, il est possible que le mécanisme du Fonds doive disposer, au moins dans une certaine mesure, de ressources dont le volume total ne sera pas limité pour 1975. Il est cependant probable que le Fonds devra assumer en 1975 un rôle d'intermédiaire nettement plus grand qu'en 1974. A cet effet, il devra probablement emprunter davantage aux pays exportateurs de pétrole et peut-être aussi à quelques pays industriels ayant une forte position de paiement. L'expérience que le Fonds a acquise et les structures déjà établies devraient permettre de mettre en train des arrangements pour 1975 très peu de temps après que la décision aura été prise.

22. Plus récemment, dans un discours prononcé à l'Université de Chicago, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis a proposé publiquement que soit créé, à l'intention des principaux pays industriels, en association avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), un mécanisme de prêt et de garantie qui compléterait les sources de financement existantes. Cette proposition, reprise par le Secrétaire au Trésor, est maintenant étudiée par tous les inté-

ressés en même temps que des suggestions parallèles du Secrétaire général de l'OCDE; naturellement, il reste encore de nombreux détails à régler. Les autorités américaines ont souligné que ce mécanisme aurait pour but de compléter les sources de financement privées et publiques, au nombre desquelles figure le FMI, qu'elles continuent de considérer comme "l'institution financière sur laquelle repose le bon fonctionnement de l'économie mondiale". Ce mécanisme constituerait donc une garantie financière supplémentaire pour les grands pays industriels que la situation d'urgence actuelle met en difficulté.

23. Il a été admis d'emblée qu'à lui seul le mécanisme pétrolier du Fonds ne permet pas aux pays en voie de développement les plus démunis de faire face au renchérissement de leurs importations de pétrole. En effet, nombre de ces pays ayant déjà contracté des engagements excessifs à court et à moyen terme, un nouvel alourdissement du service de la dette leur serait fatal. Ils subissent en outre les répercussions, d'une part, de la hausse des prix de leurs importations non pétrolières, d'autre part, de la chute brutale des cours des produits primaires qui, tout récemment encore, atteignaient des niveaux très élevés. Enfin, les premières manifestations de la récession dans le monde industrialisé risquent de compromettre la situation de leurs paiements extérieurs. Ils ont donc besoin d'une assistance assortie de conditions très favorables.

24. Ces derniers mois, et notamment depuis l'adoption par l'Assemblée générale du Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international [résolution 3202 (S-VI)], des progrès notables ont été accomplis : les pays les plus gravement touchés ont été recensés et l'on a commencé à mobiliser une aide en leur faveur. L'Opération de secours des Nations Unies, organisée dans le cadre du Programme d'action et dirigée par M. Prebisch, a joué un rôle actif dans ce mouvement, auquel le FMI s'est étroitement associé. Malgré ces efforts, l'aide assortie de conditions de faveur qu'ont reçue cette année les pays en voie de développement les plus touchés s'est avérée insuffisante; aussi faudrait-il tout mettre en œuvre pour accroître son volume en 1975.

25. Les services du FMI ont passé en revue les moyens d'alléger la charge financière que constitue pour ces pays le recours au mécanisme pétrolier du Fonds. Comme en 1974, ce dernier doit continuer de prélever une commission proche de l'intérêt qu'il sert sur ses emprunts au titre du mécanisme, et dont le taux est fonction des conditions du marché. Néanmoins, le Fonds envisage actuellement diverses formules qui permettraient de prévoir une bonification d'intérêt en faveur des pays les plus touchés.

26. Dans leurs déclarations, le Secrétaire d'Etat et le Secrétaire au Trésor des Etats-Unis ont proposé de créer un fonds spécial géré par le FMI, qui recevrait des contributions des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et d'autres sources, et accorderait des crédits assortis d'un taux d'intérêt relativement faible et d'échéances assez longues. Il ne fait pas de doute que cette proposition, ainsi que d'autres idées qui ont été avancées récemment, seront examinées d'urgence par le Comité intérimaire et le Comité du développement.

27. De toute évidence, à mesure que s'effectueront les ajustements nécessaires, il faudra progressivement passer de la question des déficits pétroliers et de leur financement aux problèmes généraux que pose le financement des déficits temporaires des paiements. On doit

donc faire en sorte que le FMI reste à même de répondre aux besoins de ses membres. Au cours de 1974 le recours aux facilités ordinaires du Fonds a sensiblement augmenté. C'est ainsi que les tirages effectués dans le cadre des politiques normales en matière de tranches de crédit sont passés de 733 millions de DTS en 1973 à 2 276 millions de DTS — à ce jour — en 1974, et les tirages au titre du financement compensatoire, de zéro à 107 millions de DTS.

28. Les mécanismes de crédit du FMI sont perfectibles; certains d'entre eux ont été améliorés tout récemment, et on s'efforce d'améliorer les autres. Les membres du Conseil n'ignorent pas qu'en septembre le Fonds a pris une importante décision en créant une "facilité élargie" au titre de laquelle il peut, dans certaines circonstances, accorder à un Etat membre dont la balance des paiements est déficitaire une aide spéciale portant sur une période plus longue et sur un montant supérieur — par rapport à sa quote-part — que cela n'était le cas jusqu'alors. La création d'un tel mécanisme est une des questions que le Programme d'action adopté par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire demandait au Fonds d'examiner rapidement.

29. L'intervention de ce nouveau mécanisme — dont les principaux bénéficiaires seront probablement les pays en voie de développement — peut être sollicitée essentiellement dans deux cas : d'une part, quand l'économie d'un pays souffre de graves déséquilibres des paiements liés à l'inadaptation structurelle de la production, du commerce et des prix : une aide peut alors être accordée pour faciliter la mise en œuvre d'un programme général qui doit comprendre, pour une période de deux ou trois ans, des mesures susceptibles, par leur nature et leur portée, de corriger les déséquilibres; d'autre part, lorsqu'un pays a une croissance économique lente et une balance des paiements structurellement faible, qui l'empêche de poursuivre une politique de développement active. Cette situation peut résulter d'un état de dépendance à l'égard d'un ou deux produits d'exportation et de l'incapacité dans laquelle se trouvent les institutions monétaires et financières de mobiliser l'épargne intérieure — ce qui se produit fréquemment dans un grand nombre des pays les moins développés. Ces pays ont besoin d'une aide à long terme pour réaliser des programmes de développement bien conçus, qui leur permettraient d'améliorer leurs instruments monétaires et financiers et de poursuivre des politiques appropriées en matière de changes et de commerce, en vue de créer les conditions d'un effort de développement fructueux. Il ne fait pas de doute que, grâce à ce nouveau mécanisme, le Fonds pourra, mieux encore que par le passé, favoriser le progrès économique de ses membres en voie de développement.

30. L'expansion générale de l'économie mondiale depuis quelques années va probablement accroître les besoins des pays membres du FMI; aussi serait-il opportun d'envisager un relèvement substantiel des quotes-parts, de façon que le Fonds puisse augmenter le volume de ses crédits conditionnels. La révision générale des quotes-parts qui a lieu actuellement est l'une des tâches prioritaires que s'est données le Comité intérimaire. C'est une tâche qui comporte bien des écueils, indépendamment du problème fondamental de l'importance du rôle que doit jouer le Fonds. Il y a lieu d'examiner une autre question délicate, à savoir comment, à l'avenir, les différents membres et groupes de membres contribueront respectivement aux ressour-

ces du Fonds, auront accès à ces ressources et participeront aux décisions.

31. Il y a également la question du paiement de l'augmentation des souscriptions de quotes-parts, qui, aux termes des Statuts actuels, doit être effectué en partie en or, et la nécessité de modifier ces Statuts pour permettre un paiement autrement qu'en or. La question de l'amendement des dispositions actuelles des Statuts est de celles auxquelles le Comité intérimaire entend donner priorité dans son programme de travail, et des amendements sur l'or, de même que sur le "lien", ont retenu spécialement l'attention du Comité à cet égard. Les Administrateurs du Fonds ont entrepris la discussion de projets d'amendement et ils soumettront le résultat de leurs travaux au Comité intérimaire en janvier 1975.

32. M. Witteveen déclare pour conclure que les nombreuses tâches difficiles qu'il a exposées requièrent le maximum d'efforts possible de tous ceux qui sont engagés dans l'œuvre de coopération économique internationale, qu'ils appartiennent à des pays industrialisés ou à des pays en voie de développement, qu'ils viennent de pays qui ont souffert d'un cataclysme naturel ou qu'ils soient de ceux qui ont la bonne fortune d'être richement dotés de ressources naturelles. Il demeure convaincu que les difficultés actuelles demandent, plus que cela n'a jamais été le cas auparavant, des solutions vraiment multilatérales, dans l'élaboration desquelles les institutions spécialisées des Nations Unies ont une responsabilité unique et exaltante.

33. M. ROUGET (République fédérale d'Allemagne) dit que l'inflation mondiale menace le progrès économique et la démocratie et met en cause les fondements de la justice sociale. Le FMI a un rôle clef à jouer dans la solution de la crise actuelle. Il est particulièrement bien placé pour contribuer au recyclage des recettes pétrolières, car il offre des possibilités d'investissement intéressantes et garanties sur le plan international, et est en mesure d'acheminer vers les pays intéressés les fonds dont ils ont besoin. Le Gouvernement de la République fédérale approuve l'analyse de la situation économique faite par M. Witteveen et souscrit à la politique proposée en vue de résoudre les problèmes actuels. Lui-même s'efforce de juguler l'inflation par une politique de stabilité, mais il est conscient du danger de récession que cela entraîne.

34. La délégation de la République d'Allemagne s'intéresse particulièrement au mécanisme pétrolier décrit par M. Witteveen et espère qu'on pourra lui donner plus d'extension.

35. M. ROUGE (France) souhaite présenter d'abord quelques remarques concernant la procédure et les méthodes de travail du Conseil économique et social ainsi que du système des Nations Unies dans son ensemble. Comme le Président de la Banque mondiale à la 1924^e séance du Conseil, le Directeur général du FMI a préféré ne pas encombrer sa déclaration de détails techniques et orienter plutôt les réflexions des membres du Conseil vers ce qui est plus directement de la compétence du Conseil. Il a donc décrit la situation actuelle de l'économie mondiale telle que peuvent l'apprécier les services du Fonds, il a exposé les problèmes les plus importants qui se posent en matière monétaire, il a exhorté les gouvernements à se comporter de façon responsable et il a décrit sommairement les travaux du Fonds pour l'année 1974. Tout cela aurait pu être fait à Genève, lors la cinquante-septième session du Conseil économique et social, sans porter aucunement

atteinte à l'autorité de l'Assemblée annuelle des gouverneurs de la Banque mondiale et du FMI. M. Rougé demande par conséquent à M. Witteveen, comme il l'a déjà demandé à M. McNamara, d'étudier la possibilité de venir présenter ces contributions à la session d'été du Conseil économique et social.

36. Par ailleurs, au moment même où le Conseil entend le Directeur général du FMI, l'Assemblée générale est saisie d'un projet de résolution sur la réforme du système monétaire international qui sera discuté en Deuxième Commission. L'absence de lien entre ces deux affaires montre une fois de plus l'absurdité des méthodes de travail du système des Nations Unies.

37. La dernière remarque de procédure de M. Rougé portera sur le rôle respectif de l'ONU et du FMI. Il faut considérer que le FMI, c'est la communauté internationale en tant qu'elle s'efforce de régler les problèmes qui se posent dans l'ordre monétaire. Il est donc dépourvu de sens de prétendre soit que le Conseil et l'Assemblée ont une autorité supérieure à celle du Fonds qui serait un organisme subordonné, soit, inversement, que le Fonds est souverain dans son domaine. La vérité est que l'action du Fonds s'inscrit dans les schémas d'ensemble acceptés à New York par les représentants des pays membres du Fonds et que les solutions techniques doivent être mises au point à Washington par les organes qualifiés du Fonds.

38. Abordant le rapport même du FMI, M. Rougé observe que le rôle du Fonds consiste à faire fonctionner un système de règlements internationaux efficace, à contribuer à la solution des problèmes conjoncturels et à favoriser le développement des pays en voie de développement, qui est l'objectif à long terme par excellence. Le futur ordre économique international exige que ces tâches soient accomplies avec plus de soin que jamais. Le FMI ne doit donc pas craindre de continuer à faire preuve de sa fermeté coutumière en matière de régimes de change. L'autorité qu'il exerce dans ce domaine est celle de la communauté internationale elle-même. La fonction quasi juridictionnelle de surveillance qu'il remplit correspond à l'intérêt bien compris de tous les Etats. La façon dont M. Witteveen a dit qu'il concevait cette discipline recueille le plein accord de la délégation française.

39. M. Rougé estime, à propos de la réforme monétaire internationale, qu'il faut ne pas perdre de vue la nécessité d'appliquer au plus tôt le système de l'avenir qui comportera des taux de change stables sur la base de parités fixes et ajustables.

40. Dans le cadre des problèmes conjoncturels, on a parlé du recyclage des capitaux. Celui-ci devrait s'effectuer de façon à offrir aux Etats créanciers des actifs correspondants à leurs besoins et à inscrire au passif des Etats débiteurs des dettes supportables. Le FMI doit concilier les exigences des créanciers et des débiteurs et se charger du recyclage des capitaux obtenus grâce à l'exportation de certaines matières premières.

41. M. CHANG Hsien-wu (Chine) dit que, comme la Banque mondiale, le FMI ne se contente pas d'exercer des pressions économiques sur certains pays du tiers monde, mais refuse en outre d'appliquer la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale. A maintes reprises, la délégation chinoise a condamné ces organisations pour leur politique d'hostilité envers le peuple chinois. Cependant, à ce jour, elles conservent parmi leurs membres les représentants de la clique de Tchang Kai-chek désavouée depuis longtemps par le

peuple chinois, essayant à tort de créer "deux Chines". M. McNamara, président de la Banque mondiale, a essayé de se justifier en prétendant, à la 1924^e du Conseil, qu'il attendait que la Chine apporte des clarifications sur certaines questions. Nul n'ignore que la Banque mondiale et le FMI doivent exécuter inconditionnellement la résolution de l'Assemblée générale en expulsant les représentants de la clique de Tchang Kaï-chek et en rompant toutes relations avec celle-ci. Tous les prétextes invoqués n'aboutiront en fin de compte qu'à mettre en lumière l'hostilité de ces organisations envers le peuple chinois.

42. M. TANABE (Japon) dit que sa délégation a étudié avec soin le rapport du FMI (E/5584). L'évolution de la situation économique mondiale est caractérisée depuis un an par le jeu d'éléments politiques aussi bien qu'économiques. Il est donc nécessaire d'intensifier les efforts pour résoudre les problèmes actuels. A la réunion annuelle du FMI qui a eu lieu en septembre 1974, le représentant du Gouvernement japonais a demandé qu'on accorde la priorité à la lutte contre l'inflation. Pour cela la coopération internationale est nécessaire et, tout en prenant des mesures à l'échelle nationale, chaque pays doit tenir pleinement compte des répercussions que celles-ci peuvent avoir sur l'économie d'autres pays. En même temps, il faut parer à la récession économique.

43. Les changements radicaux qui ont affecté la structure de la balance des paiements sont si étroitement liés à l'état de l'économie mondiale qu'il importe de restaurer la stabilité de façon à revenir à un rythme régulier de développement économique. Il faudrait notamment recycler les capitaux pétroliers par les voies multilatérales. La délégation japonaise place de grands espoirs dans le FMI et les autres institutions financières internationales, mais tous les pays, producteurs et consommateurs de pétrole, doivent faire le maximum pour instituer un recyclage méthodique de ces capitaux. La délégation japonaise se félicite du renforcement de ce processus de recyclage grâce à la création en juin 1974 du mécanisme pétrolier du FMI, qui sert avant tout à financer les importations essentielles des pays en voie de développement. Elle se félicite également de l'instauration, le 15 septembre 1974, de la facilité de crédits élargie qui offrira des prêts à moyen terme aux pays en voie de développement.

44. Le FMI et la Banque mondiale ont décidé de créer un comité conjoint chargé d'étudier le transfert de ressources réelles aux pays en voie de développement, le Comité du développement. La délégation japonaise prévoit que la première tâche de ce comité consistera à analyser le courant de ressources financières en direction des pays les plus gravement touchés et des pays les moins développés ainsi qu'à étudier la question du recyclage des capitaux pétroliers. M. Tanabe espère en outre que le Comité s'attaquera aux problèmes à moyen et à long terme liés au transfert de ressources réelles aux pays en voie de développement. Il ne faut pas perdre de vue la nécessité de coopérer avec l'ONU et l'OCDE afin d'éviter les doubles emplois possibles.

45. Enfin, la délégation japonaise déplore que les changements radicaux qui se sont produits dans la situation économique mondiale rendent difficile la réalisation prochaine de la réforme du système monétaire international. Néanmoins, elle est satisfaite que le Comité des Vingt en juin 1974, ait décidé de prendre des mesures temporaires menant à une réforme pro-

gressive. Certaines de ces mesures sont déjà appliquées et il faut espérer que les autres le seront peu à peu et contribueront à instaurer progressivement un système monétaire international stable.

46. M. AMIRDJANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la crise économique actuelle est la plus grave qu'aient traversée les pays capitalistes depuis la seconde guerre mondiale. L'inflation s'aggrave tandis que la production diminue et que le chômage augmente. La crise de l'énergie contribue à la gravité de la situation et au déséquilibre des échanges mondiaux, lequel compromet le développement des pays en voie de développement. Le Conseil économique et social aurait donc pu s'attendre à trouver dans le rapport du FMI une analyse des causes véritables de la situation actuelle. Celles-ci résident en premier lieu dans la militarisation de l'économie des pays capitalistes, militarisation prônée par certains milieux qui refusent la détente. En second lieu, il faut blâmer les activités des sociétés transnationales, et en particulier celles qu'elles déploient dans les pays en voie de développement. On sait que les seuls avoirs à court terme de ces sociétés dépassent le double des ressources de tous les organismes financiers des pays capitalistes. Ces sociétés déplacent sans cesse leurs fonds d'un pays à un autre, profitant des variations dans les taux de change pour réaliser des bénéfices. Bien entendu, ces mouvements de capitaux ne font qu'accroître les difficultés monétaires et contribuer aux bouleversements économiques. Tant que les activités des sociétés transnationales ne seront soumises à aucun contrôle, le FMI sera incapable de garantir le bon fonctionnement du système monétaire international.

47. La crise économique actuelle est préjudiciable à l'économie et au développement des pays en voie de développement et alourdit encore le fardeau de leur dette extérieure. Or, le FMI n'a pas répondu de façon convaincante aux questions concernant les pays en voie de développement et il n'a rien fait pour remédier aux difficultés dans l'esprit du Programme d'action adopté à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale. C'est faire preuve de peu de réalisme que de chercher à résoudre les problèmes actuels par des mesures partielles. C'est pourquoi l'URSS ne participe pas aux travaux relatifs à la réforme du système monétaire international et ne se sent nullement liée par les décisions prises dans ce domaine. La délégation soviétique tient à souligner que les négociations doivent être menées sur une base plus vaste.

48. Pour conclure, M. Amirdjanov rappelle que l'Union soviétique a toujours été opposée au monopole de quelques devises dans le domaine monétaire et qu'il faut rendre à l'or le rôle qui lui revient, en fixant un cours plus juste.

49. M. AKHUND (Pakistan) dit que les travaux du FMI gagneraient en stature si celui-ci appliquait la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale sur le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine aux Nations Unies. Cette décision est sans équivoque et son exécution ne doit être différée sous aucun prétexte.

50. Nul ne songe à contester la gravité de la situation économique internationale décrite par M. Witteveen. Outre les phénomènes de déséquilibre de balance des paiements et la menace d'une récession mondiale, de nombreux pays connaissant la faim, les troubles sociaux et les bouleversements politiques. Nul ne conteste

non plus la nécessité de lutter contre l'inflation qui menace certes les pays développés, mais qui représente une catastrophe pour les pays en voie de développement dont l'économie est beaucoup plus vulnérable.

51. On parle beaucoup depuis un an de la notion d'interdépendance. Pourtant, il semble qu'on ne se rende pas vraiment compte, dans certaines institutions spécialisées, de toutes les conséquences concrètes de cette notion. Il ne s'agit pas simplement d'assurer l'approvisionnement en matières premières des pays industrialisés à des prix qui ne compromettent pas leur situation économique; il ne suffit pas non plus de maintenir en vie la population des pays pauvres en lui fournissant une aide alimentaire et une assistance d'urgence. Il faut comprendre que ces difficultés proviennent du fait que la communauté mondiale n'a pas su réagir devant la nécessité de plus en plus évidente de restructurer les relations économiques mondiales de façon plus équitable et plus rationnelle. La crise actuelle ne pourra être résolue que lorsqu'on aura pris conscience de la nécessité d'instaurer un meilleur équilibre économique mondial. C'est là, du reste, le point de vue qui prévaut dans le Programme d'action adopté par l'Assemblée générale à sa sixième session extraordinaire.

52. Cette approche intégrée n'est pas seulement souhaitable, elle est essentielle. En effet, le problème de l'inflation ne pourra être résolu par des mesures purement nationales, ni même par des mesures prises dans le cadre des pays de l'OCDE. Le maintien du taux de croissance des pays développés exige une augmentation constante de la demande. Etant donné que la consommation est déjà élevée et que la plupart des besoins essentiels sont satisfaits, toute demande supplémentaire est, à bien des égards, artificielle ou improductive. C'est cela qui, s'ajoutant à une structure de production irrationnelle, explique l'inflation actuelle. Or, la demande potentielle des pays en voie de développement est considérable. La croissance économique des pays en voie de développement peut donc contribuer à résoudre le dilemme économique des pays développés et à remédier, en partie tout au moins, à leur déficit de balance des paiements.

53. La délégation pakistanaise se félicite de voir que le FMI cherche de nouveau à promouvoir le transfert aux pays en voie de développement d'une assistance à des conditions de faveur et de ressources financières plus importantes. Elle espère que les efforts déployés par M. Wittveen seront couronnés de succès. En revanche, il est décourageant de constater que la question de l'établissement d'un lien entre les DTS et l'aide au développement en est toujours au stade théorique. Il est prouvé depuis longtemps que l'établissement de ce lien est parfaitement faisable. L'approche intégrée qu'il importe d'instaurer pour résoudre la crise actuelle signifie qu'il ne doit pas y avoir dichotomie entre les décisions de politique prises par les différents organismes des Nations Unies. La délégation pakistanaise espère par conséquent qu'on maintiendra le lien essentiel entre la réforme du système monétaire et la question du développement, bien que ces questions soient actuellement examinées par deux comités différents du Fonds.

54. En fait, la solution est plus proche que jamais. En effet, les excédents financiers engendrés par la prétendue crise de l'énergie pourraient être utilisés de façon productive dans les pays en voie de développement. La demande s'accroissant dans ces pays, les pays industrialisés pourraient réduire le déficit de leur balance des paiements. Aucune solution ne doit écarter

cette possibilité, la seule qui puisse permettre à l'économie mondiale de se stabiliser.

55. M. MACKENZIE (Royaume-Uni) note que le Directeur général du FMI a mis à juste titre l'accent sur l'interdépendance et a souligné la nécessité de trouver au problème monétaire une véritable solution multilatérale. L'interdépendance implique la coopération et une approche plus universelle aux problèmes monétaires mondiaux. Il convient à cet égard de se féliciter de la fructueuse coopération établie entre le FMI et le Conseil économique et social.

56. Le représentant du Royaume-Uni fait observer que le rapport du FMI a été établi au milieu du mois d'août et que l'accent y est plus particulièrement mis sur les dangers de l'inflation. Mais, depuis lors, la communauté internationale semble être davantage préoccupée par les risques de récession mondiale et de chômage qui ne cessent de s'aggraver. A cet égard, il convient de souligner le rôle capital que le FMI est appelé à jouer pour aider la communauté internationale à préserver la stabilité économique et à résoudre ses problèmes d'une manière concertée. L'inflation de ces derniers mois a sans doute été provoquée, dans de nombreux pays et y compris le Royaume-Uni, par un excédent de la demande. Au cours du premier semestre, on a assisté à une baisse de la production mondiale, résultant du renforcement des restrictions monétaires et budgétaires auxquelles ont recouru de nombreux pays pour lutter contre l'inflation. Dans le même temps, les recettes des pays producteurs de pétrole ont rapidement augmenté. Le fait que ces pays n'avaient pas, dans l'immédiat, de motifs de dépenser la totalité de leurs recettes, joint aux mesures de restriction monétaire et budgétaire des pays consommateurs, a contribué à réduire la demande mondiale, faisant ainsi peser la menace d'une dépression. Comme l'a récemment déclaré le Chancelier de l'Echiquier du Royaume-Uni, le Gouvernement britannique estime qu'il est dans l'intérêt de tous les membres de la communauté internationale d'assurer le transfert harmonieux de ressources financières massives et que, pour ce faire, la communauté internationale doit assumer quatre obligations fondamentales : premièrement, l'obligation des pays consommateurs de pétrole de faire face pour l'instant à des déficits importants résultant de leurs importations pétrolières; deuxièmement, l'obligation pour tous les pays développés d'éviter que les problèmes des pays en voie de développement ne soient aggravés par la réduction de leurs exportations; troisièmement, l'obligation pour les pays à balance commerciale déficitaire, compte non tenu du pétrole, de s'efforcer de l'équilibrer; et, quatrièmement, l'obligation pour les pays excédentaires de permettre aux pays déficitaires d'y parvenir.

57. Il convient de se féliciter que la communauté internationale prenne de plus en plus conscience du danger que fait courir l'adoption de mesures nationales égoïstes tendant à restreindre la demande ou à combler le déficit pétrolier par les exportations. Il semble à cet égard que le FMI ait un rôle très utile à jouer par le truchement de son mécanisme pétrolier. Le Gouvernement du Royaume-Uni estime que c'est là une mesure à court terme très efficace dont le succès a incité le Gouvernement britannique à proposer l'institution d'un nouveau mécanisme du Fonds, qui serait mis en place par étapes, à mesure que s'accroissent, d'une part, les revenus des pays producteurs de pétrole et, d'autre part, et parallèlement, les besoins des pays consommateurs. Il ne s'agit pas là d'une solution défi-

nitive au problème du recyclage des capitaux, mais d'une contribution du Gouvernement du Royaume-Uni à la solution d'un problème urgent. Cette proposition a déjà reçu un large appui, et le nouveau Comité intérimaire du Fonds, qui a succédé au Comité des Vingt, a demandé au Fonds d'entreprendre d'urgence une étude complète sur cette question.

58. Au sujet du Comité du développement, au sein duquel se poursuivront en partie les travaux du Comité des Vingt, M. Mackenzie estime qu'il constituera un cadre très utile pour examiner à un niveau élevé les problèmes du développement. Le Comité s'est déjà fixé un programme de travail considérable, comprenant notamment l'étude de l'application du lien entre le financement du développement et les DTS, si ce lien est proposé par le Comité intérimaire. Le Gouvernement du Royaume-Uni est très favorable à l'établissement d'un tel lien, et il se félicite du fait que le principe en ait été largement accepté. Certes, des progrès considérables ont été réalisés dans ce domaine, mais plusieurs questions complexes restent à résoudre.

59. En conclusion, M. Mackenzie déclare que le FMI a un rôle central à jouer dans la solution des grands problèmes économiques internationaux, et il félicite le Directeur général du Fonds de la clairvoyance et de l'énergie dont il fait preuve dans l'accomplissement de sa tâche difficile.

60. M. LUCHTERHAND (République démocratique allemande) déclare que le rapport dont le Conseil est saisi et la déclaration liminaire du Directeur général du FMI montrent que la nature des activités du Fonds n'a pas changé et que celui-ci continue d'accorder la priorité à la sauvegarde des intérêts des grands pays impérialistes qui en sont membres. Le rapport confirme que le programme de lutte contre l'inflation du FMI et les mesures qu'il a prises face à la crise monétaire capitaliste se sont révélés inefficaces. En fait, l'inflation capitaliste s'étend et s'aggrave. La dévaluation du dollar et des autres monnaies capitalistes se poursuit; la spéculation qui sévit sur les marchés des capitaux et dans les bourses des valeurs des pays capitalistes, ainsi que les taux d'inflation, atteignent des niveaux sans précédent. Dans ces pays, où l'on fait payer aux travailleurs le prix de l'inflation, le chômage et les conflits sociaux s'aggravent.

61. Ces difficultés ne peuvent plus être cachées, et on a été obligé de reconnaître dans le rapport du FMI que le monde capitaliste se trouve devant les problèmes économiques les plus graves depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Il ne saurait être question de juguler l'inflation au moyen du FMI, comme l'envisageait le Directeur général du Fonds à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale. Contrairement à ce qui est affirmé au FMI, il n'existe à ce jour aucun plan concret de réforme du système monétaire capitaliste international. Alors qu'il est dit dans le rapport que les pays en voie de développement sont les plus gravement touchés par l'inflation capitaliste et la crise monétaire, aucune proposition constructive n'est avancée pour résoudre ces problèmes dans l'intérêt des peuples de ces pays. Comme d'autres organisations financières internationales capitalistes, le FMI voit dans l'abaissement du niveau de vie des peuples le principal moyen de mobiliser les ressources financières et d'atténuer provisoirement l'inflation.

62. Les auteurs du rapport tentent de passer sous silence les principales causes de l'inflation et de la

crise monétaire, causes qui tiennent à la nature du système capitaliste lui-même. On n'y mentionne pas la course aux armements, qui profite aux monopoles, et ce bien que la limitation des armements soit une des grandes questions débattues à la présente session de l'Assemblée générale et qu'elle soit manifestement une condition *sine qua non* si l'on veut freiner l'inflation. Il n'y est pas non plus fait mention d'une autre source importante d'inflation, à savoir l'exploitation de type colonialiste et néo-colonialiste à laquelle se livrent les sociétés nationales et transnationales, qui sont les premières à tirer profit de l'inflation. Il convient en outre de noter que les manipulations monétaires des sociétés financières internationales constituent l'une des causes des dévaluations officielles ou non, du dollar, du franc français, de la livre sterling, du yen et de la lire, au printemps dernier.

63. Le représentant de la République démocratique allemande s'étonne que les questions politiques fondamentales concernant la coopération économique internationale et que les décisions prises à la sixième session extraordinaire de l'Assemblée générale dans l'intérêt direct des pays en voie de développement ne soient pas reflétées dans le rapport. La délégation de la République démocratique estime que le mécanisme pétrolier du FMI, destiné à compenser les déficits des balances des paiements résultant de l'augmentation du prix du pétrole, ne répond pas aux besoins économiques et sociaux des pays en voie de développement, tels qu'ils sont exposés dans la Déclaration et le Programme d'action. Outre que les fonds dispensés par l'intermédiaire de ce mécanisme sont peu importants, il faut noter que les taux d'intérêts et les échéances imposées limitent automatiquement le nombre des pays en voie de développement susceptibles d'y recourir. De même, le fait que le FMI accorde la priorité au recyclage international des ressources financières des pays producteurs de pétrole ne contribue pas vraiment à résoudre les problèmes des pays en voie de développement. Le recyclage des liquidités par l'intermédiaire du FMI est essentiellement destiné à mettre des ressources supplémentaires à la disposition des pays industriels capitalistes et à protéger les intérêts des banques capitalistes privées. En outre, la création du Comité du développement ne permettra guère aux pays en voie de développement de participer sur un pied d'égalité à l'examen des problèmes monétaires et financiers internationaux et aux décisions du Fonds.

64. M. Luchterhand souligne que si le système monétaire capitaliste n'a cessé d'être secoué par de graves crises, en revanche, le rouble, unité monétaire de la communauté socialiste, s'est révélé être la monnaie la plus stable du monde. C'est sur cette base que les relations économiques des Etats membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) se développent de manière planifiée et stable, et les dernières décisions prises par le CAEM offrent également aux pays en voie de développement la possibilité de prendre part aux règlements internationaux sur la base de cette monnaie.

65. Pas plus que les autres pays socialistes, la République démocratique allemande n'est responsable de la crise monétaire capitaliste, et il ne lui appartient pas de réformer le système monétaire capitaliste. La délégation de la République démocratique estime que tous les pays intéressés doivent avoir la possibilité de participer sur un pied d'égalité à l'examen des problèmes monétaires, commerciaux et financiers et elle

pense que le cadre le plus approprié pour cet examen est la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED); elle saisit cette occasion pour exprimer une fois de plus son appui aux recommandations formulées par la CNUCED à sa troisième session.

66. En conclusion, M. Luchterhand tient à souligner à nouveau qu'il est fréquemment fait mention dans le rapport du FMI des "importations allemandes", des "autorités allemandes" et de "l'Allemagne" lorsqu'il s'agit de la République fédérale d'Allemagne. Il espère qu'à l'avenir on tiendra compte sur le plan terminologique du fait que la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne sont deux Etats Membres des Nations Unies indépendants et souverains.

67. M. SHEMIRANI (Iran) remercie le Directeur général du FMI de son intéressante introduction au rapport du Fonds. Toutefois, le représentant de l'Iran a quelques observations à faire. Tout d'abord, en ce qui concerne le mécanisme pétrolier du Fonds, il souligne que son gouvernement a été un des premiers à se féliciter de sa mise en place et qu'il y a contribué de façon substantielle. Il tient cependant à souligner qu'il est déçu de constater qu'aucun grand pays développé n'a fait de contribution importante à ce mécanisme initialement destiné à recevoir les contributions non seulement des pays producteurs de pétrole, mais également de tous les pays industrialisés. En fait, les pays en voie de développement ne souffrent pas uniquement de l'augmentation des prix du pétrole mais également, et surtout, de l'augmentation des prix d'autres produits, et notamment des articles manufacturés, des denrées alimentaires, etc., qu'ils importent des pays développés. A cet égard, il convient de noter que l'inflation ainsi que le ralentissement du taux de croissance que connaissent de nombreux pays sont apparus longtemps avant l'augmentation et le rajustement du prix du pétrole. Ces deux phénomènes doivent être considérés séparément et il ne convient pas de les lier aux mesures prises par les pays producteurs de pétrole en défense de leurs intérêts vitaux.

68. En ce qui concerne les liquidités excédentaires dont disposent les pays producteurs de pétrole — on cite le chiffre de 65 milliards de dollars, et d'autres chiffres exagérés ont également été mentionnés —, il convient de préciser qu'on ne dispose actuellement d'aucune donnée précise sur leur volume. D'autre part, il faut noter que l'Iran, qui doit faire face à de difficiles problèmes et qui a révisé ses plans de développement économique, est en mesure d'absorber une partie considérable des revenus tirés de l'exploitation de ses ressources naturelles; et il est inutile par ailleurs de s'étendre en détail sur l'assistance bilatérale et multilatérale qu'il accorde à de nombreux pays ainsi qu'au FMI et à d'autres institutions financières. M. Shemirani estime que d'autres pays producteurs de pétrole accroîtront leur capacité d'absorption des recettes pétrolières dont ils ont besoin pour exécuter leur plan de développement économique.

69. Le représentant de l'Iran pense, comme le Directeur général du FMI, qu'une révision de la structure de consommation dans les pays développés s'impose, en plus de la recherche de nouvelles sources d'énergie, et notamment dans les pays les plus développés qui disposent de ressources beaucoup plus considérables que les pays producteurs de pétrole et qui sont le mieux placés pour aider les pays en voie de développement,

notamment ceux qui sont les plus gravement touchés par la crise.

70. M. Shemirani estime, comme le représentant du Pakistan, qu'il est absolument indispensable de modifier la structure des relations économiques internationales afin de répondre aux besoins des pays en voie de développement. Il tient en outre à souligner, et c'est là un point fondamental pour le Gouvernement iranien, que toutes les mesures à court terme, telles que l'institution du mécanisme pétrolier, ne constituent que des palliatifs. La seule solution efficace pour faire face aux problèmes à long terme consiste à réadapter les structures de l'économie mondiale. Pour la délégation iranienne, le concept d'assistance multilatérale revêt aujourd'hui une signification nouvelle: il ne s'agit plus d'un problème humanitaire mais d'une nécessité pour la communauté internationale.

71. M. WITTEVEEN (Directeur général du Fonds monétaire international) remercie les délégations qui ont fait l'éloge des travaux accomplis par le Fonds. Il prend acte du fait que le représentant de la République fédérale d'Allemagne approuve l'analyse de la situation économique mondiale faite par le FMI et qu'il a souligné la nécessité pour les gouvernements de faire face avec le plus grand soin à l'inflation accélérée, en tenant compte des dangers de récession et de chômage. Le Directeur général a également noté que le représentant de la France était d'accord avec l'analyse faite par le FMI et qu'il a mis l'accent sur l'importance des problèmes de financement et sur le rôle central que le Fonds est appelé à jouer dans ce domaine. En ce qui concerne la question soulevée par le représentant de la République populaire de Chine sur le statut de ce pays au Fonds, le Conseil d'administration, organe directeur du FMI, a examiné cette question en octobre 1973, à la suite d'une communication reçue du Gouvernement de la République populaire de Chine. Sur la demande des Administrateurs, des dispositions ont été prises pour qu'un représentant du Fonds rencontre le représentant de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies, afin que le Fonds puisse obtenir certains renseignements nécessaires. A ce jour, il n'a pas encore reçu les renseignements demandés.

72. M. Witteveen note avec satisfaction que le représentant du Japon approuve son analyse de la situation économique internationale. Tout comme lui, il pense qu'il faut éviter que les travaux du nouveau Comité du développement ne fassent double emploi avec ceux d'autres organismes des Nations Unies et ceux de l'OCDE. Le représentant du Pakistan a souligné la nécessité d'accroître le transfert de ressources réelles aux pays en voie de développement; le Directeur général pense également que la gravité de la situation économique dans certains pays en voie de développement appelle une telle mesure, mais il sera difficile d'obtenir une aide plus importante des pays développés qui ont actuellement de graves problèmes de balance des paiements, encore qu'il faille absolument que les pays industrialisés maintiennent leur assistance aux pays en voie de développement. D'autre part, le Directeur général pense que le FMI doit faire le maximum pour aider les pays en voie de développement, en particulier les pays les plus gravement touchés par la crise actuelle, et estime qu'ils doivent bénéficier en priorité du mécanisme pétrolier du Fonds. A ce propos, le Directeur général du FMI se félicite que le représentant du Royaume-Uni ait approuvé le développement de ce

mécanisme; il pense comme lui qu'il faut tenir compte, dans la lutte contre l'inflation, des dangers de récession et en particulier de chômage. Il souligne en outre la nécessité de la coopération internationale, vu l'interdépendance étroite des différents pays en ce qui concerne le développement. Le FMI étudie ces problèmes et produira une analyse de la situation économique mondiale. Le Directeur général remercie l'Iran du soutien qu'il apporte au mécanisme pétrolier du Fonds et comprend sa déception en constatant que les pays industrialisés n'y contribuent pas plus largement; toutefois, il ne faut pas oublier qu'ils sont eux-mêmes dans une situation financière difficile. Ils ne refuseront sans doute pas leur appui lorsqu'ils seront en mesure de le donner; d'ailleurs, le Canada et les Pays-Bas sont déjà prêts à contribuer. En ce qui concerne l'excédent de 65 milliards de dollars que connaissent les pays producteurs de pétrole, le Directeur général a conscience que ces pays le mettent à profit pour accélérer leur développement, comme l'a souligné le représentant de l'Iran. Répondant au représentant de la France, il annonce qu'il pourrait peut-être présenter à l'avenir le rapport du FMI à la session d'été du Conseil économique et social.

73. Répondant au Directeur général du FMI, M. CHANG Hsien-wu (Chine) dit qu'il trouve inacceptable les explications que celui-ci a données pour justifier la position du Fonds vis-à-vis de la République populaire de Chine. Une fois de plus, il rappelle que l'Assemblée générale a décidé dans sa résolution 2758 (XXVI) l'expulsion immédiate des représentants de Tchong Kai-shek du siège qu'ils occupent illégalement à l'Organisation des Nations Unies et dans tous les organismes qui s'y rattachent. De nombreux organismes des Nations Unies ont appliqué cette résolution, mais la Banque mondiale et le FMI persistent à n'en pas tenir compte. Le FMI doit appliquer cette résolution sans condition. M. Chang Hsien-wu remercie le représentant du Pakistan de son appui.

74. Le PRESIDENT dit qu'en l'absence d'objection, il considérera que le Conseil économique et social décide de prendre acte avec satisfaction du rapport du FMI.

La décision est adoptée [décision 61 (LVII)].

La séance est levée à 13 h 5.

1928^e séance

Mardi 26 novembre 1974, à 15 h 20.

Président : M. Aarno KARHILO (Finlande).

E/SR.1928

POINT 6 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence mondiale de l'alimentation :

- a) Rapport de la Conférence mondiale de l'alimentation (E/5586, E/5587 et Add.1 à 4);
- b) Mesures d'urgence concernant l'offre d'engrais et de pesticides (E/5596)

1. M. HANNAH (Secrétaire général adjoint de la Conférence mondiale de l'alimentation), présentant le rapport sous sa forme provisoire, de la Conférence mondiale de l'alimentation (E/5587 et Add.1 à 4) au nom du Secrétaire général de la Conférence, dit qu'il n'a accepté un rôle au secrétariat de la Conférence que parce qu'il a la conviction que la plus grave responsabilité qui incombe actuellement au monde tout entier est de nourrir ceux qui ont faim dans les pays en voie de développement. Ce problème devrait concerner directement tous les peuples, quelles que soient leur race, leur religion, leur couleur et leurs convictions politiques ou économiques. La Conférence a réalisé bien davantage que ce qu'on pouvait raisonnablement espérer, même en étant très optimiste. A cet égard, M. Hannah tient à remercier le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, les membres du secrétariat du Conseil économique et social et le Président du Comité préparatoire qui ont contribué à assurer le succès des réunions du Comité préparatoire et de la Conférence elle-même.

2. La portée mondiale du problème alimentaire est illustrée par la documentation de base, qui comprend les documents E/CONF.65/3 et E/CONF.65/4 et le rapport du Comité préparatoire sur sa troisième session

(E/CONF.65/6) dont le Conseil est saisi sous couvert d'une note du Secrétaire général (E/5586), et par le fait que la Conférence a réuni les représentants, à un niveau élevé, de 133 pays et de nombreuses organisations. M. Hannah s'étonne que pour certains la Conférence n'ait été qu'un torrent de paroles. Moins d'un an s'est écoulé depuis que l'Assemblée générale a approuvé l'idée de convoquer une conférence et pendant ce laps de temps la situation a évolué de façon tellement dramatique qu'il est maintenant généralement admis qu'une crise mondiale de l'alimentation est imminente ou même qu'elle s'est déjà produite. Il importe de ne pas perdre le potentiel dont on dispose actuellement pour réaliser des progrès substantiels et significatifs dans trois domaines : la nécessité d'accroître considérablement la production alimentaire, notamment dans les pays en voie de développement; le renforcement de la sécurité alimentaire mondiale; et la réalisation de progrès concrets en vue de secourir ceux qui ont faim dans les pays les plus pauvres.

3. La première partie du rapport de la Conférence (E/5587) contient des renseignements sur l'historique et l'organisation de la Conférence ainsi qu'un résumé du débat général et d'autres activités. La deuxième partie comprend le Programme d'action, y compris la Déclaration pour l'élimination définitive de la faim et de la malnutrition. Cette déclaration a été élaborée par la Première Commission de la Conférence, dont le mandat recouvrait aussi l'examen de mesures destinées à accroître la production alimentaire et à améliorer la nutrition. Parmi les 15 résolutions adoptées sur le rapport de cette commission, les résolutions I à XII inté-